

PRÉFÈTE DU GARD

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE AMÉNAGEMENT TERRITORIAL DES CÉVENNES
Unité Instruction et animation – Application du droit des sols

Affaire suivie par : Nathalie MARINOSA

☎ 04 66 56 45 52

Mél : nathalie.marinosa@gard.gouv.fr

Projet de centrale photovoltaïque au sol sur la commune de ARAMON

**Note de présentation prise en application de l'article R.123-8 (3° et 6°)
du code de l'environnement mentionnant les textes qui régissent l'enquête publique en cause,
la façon dont elle s'insère dans la procédure administrative relative à l'opération considérée,
les décisions pouvant être adoptées à son terme, l'autorité compétente pour prendre
la décision et les autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet**

La présente note concerne l'enquête publique relative à la demande de permis de construire n° 030 012 20 R0014 déposée le 15/06/2020 par EDF RENOUVELABLES FRANCE en vue de créer une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance projetée d'environ 5,78 MWc.

Depuis l'entrée en vigueur du décret n° 2009-1414 du 19 novembre 2009, les centrales photovoltaïques au sol d'une puissance supérieure à 250 kWc sont soumises à permis de construire, étude d'impact sur l'environnement et enquête publique.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation sur la demande de permis de construire susvisée est la préfète du Gard, en application des articles L.422-2 et R.422-2 du code de l'urbanisme.

L'instruction du permis de construire est réalisée par la direction départementale des territoires et de la mer du Gard - service aménagement territorial des Cévennes, unité Instruction et animation - Application du droit des sols, conformément à l'article R.423-16 du code de l'urbanisme.

Le dossier de demande de permis de construire comporte une étude d'impact telle que prévue par les articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du code de l'environnement et son résumé non technique.

Avant de soumettre le permis de construire à enquête publique, le service instructeur a consulté les personnes publiques, services ou commissions suivants:

- service départemental d'incendie et de secours du Gard
- direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne - Rhône - Alpes / service eau, hydroélectricité et nature
- direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie - unité inter-départementale Gard-Lozère - installations classées
- direction générale de l'aviation civile – unité domaine et servitudes
- direction de la sécurité aéronautique d'État – direction de la circulation aérienne militaire
- direction régionale des affaires culturelles – service régional de l'archéologie

- direction régionale des affaires culturelles – unité départementale de l'architecture et du patrimoine
- conseil départemental du Gard
- réseau de transport d'électricité
- Enédis
- GRT Gaz
- GRDF
- Voies Navigables de France
- Compagnie Nationale du Rhône
- INAO
- communauté de communes du Pont du Gard
- SCOT Uzège Pont du Gard
- maire de ARAMON
- l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement

Les avis recueillis, ainsi que celui du maire de ARAMON, font partie du dossier d'enquête.

Cette enquête publique, conduite par la préfète du Gard, est régie par les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du code de l'environnement. D'une durée de 31 jours, elle débute le mercredi 15 septembre et se termine le vendredi 15 octobre 2021.

Elle a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions, postérieurement à l'étude d'impact, afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à son information.

Dans le délai d'un mois suivant la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur dispose d'un mois pour communiquer au préfet son rapport et ses conclusions motivées.

A compter du jour de réception du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête, et au regard des avis des organismes consultés, le préfet dispose de deux mois pour statuer, par arrêté, sur la demande de permis de construire. La décision qui pourra être adoptée au terme de l'enquête sera un arrêté accordant le permis de construire avec ou sans prescription, un arrêté refusant le permis de construire ou un arrêté portant sursis à statuer. En cas de défaut de notification au demandeur d'une décision expresse au terme du délai de deux mois, le silence gardé vaudra décision implicite de rejet conformément à l'article R.424-2 du code de l'urbanisme.

Enfin, sont nécessaires pour réaliser le projet les autres autorisations suivantes :

L'autorisation prévue au I de l'article L.214-3 du code de l'environnement (IOTA/loi sur l'Eau).	<input type="checkbox"/>
L'autorisation prévue par l'article L.341-10 du code de l'environnement (site classé)	<input type="checkbox"/>
L'autorisation prévue par l'article L.411-2-4° du code de l'environnement (dérogation pour destruction d'habitat d'espèces protégées)	<input type="checkbox"/>
L'autorisation requise par l'article L.341-1 du code forestier (défrichement)	<input type="checkbox"/>

Alès, le 29/07/2021

P/ la préfète du Gard et par délégation,
La responsable de l'unité Instruction et animation, Application du droit des sols
du service aménagement territorial des Cévennes


Valérie RAUX